Pourquoi les militant.es de gauche doivent-ils/elles soutenir le combat de Hong Kong pour les droits démocratiques ?

Entretien avec Eli Friedman par Ashley Smith

vendredi 13 décembre 2019, par FRIEDMAN Eli, SMITH Ashley (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2019).

Sommaire

- Tu étais à Hong Kong lors des
- Pendant des mois, la populatio
- Récemment, la lutte a fait
- L'une des questions clés (...)
- Un débat a eu lieu au sein de

A Hong Kong, les militant.es de gauche de toutes sortes soutiennent les manifestations en faveur de la démocratie et des libertés civiles. Il devrait en être de même partout ailleurs.
Au cours des six derniers mois, la population de Hong Kong s'est soulevée pour défendre ses droits démocratiques contre les empiètements de l'État chinois. Ce combat s'est heurté à une répression policière brutale ordonnée par la cheffe de l'Exécutif hongkongais, Carrie Lam, sous la pression de Pékin.
Après des vagues de manifestations, un nombre record de personnes se sont rendues aux urnes fin novembre pour voter contre les candidat.es du régime, et en faveur des partis pro-démocratie qui ont remporté plus de 80 % des sièges.
Eli Friedman, universitaire spécialiste du monde du travail, était à Hong Kong dans la période précédant les élections. Ashley Smith l'a interrogé sur le mouvement, les défis auxquels celui-ci est confronté et les raisons pour lesquelles la gauche internationale devrait être solidaire avec lui.

Tu étais à Hong Kong lors des élections, que les candidat.es pro-démocratie ont remportées par un grand nombre de voix. Quelle est la signification de ces résultats ? Quelle a été la réaction de l'État à Hong Kong et à Pékin ?

Eli Friedman :

Les récentes élections aux conseils de district ont été marquées par une victoire écrasante des partis pro-démocratie, ce qui constitue un grave revers pour le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong et le Parti communiste chinois (PCC).
Beaucoup à Hong Kong s'attendaient à une progression électorale de l'opposition suite à la réaction brutale et incompétente du gouvernement lors des six derniers mois de résistance sociale. Mais l'opposition a fait encore mieux que prévu. Pékin semble avoir été pris particulièrement au dépourvu.

Quelques points méritent d'être clarifiés au sujet de ces élections.

Les conseils de district constituent le niveau le plus bas de l'appareil étatique hongkongais. Ils sont les seules institutions à être élues de façon totalement démocratique (seule une partie du corps législatif est en effet élue directement, et la présidence de l'Exécutif est élue par un comité composé de 1 200 membres).
Les conseils disposent de peu de pouvoir, et sont essentiellement responsables des questions d'entretien du quartier. Néanmoins, ces élections sont extrêmement importantes pour au moins deux raisons.

– Tout d'abord, la cheffe de l'Exécutif Carrie Lam et ses soutiens de Pékin ont affirmé qu'ils avaient le soutien d'une « majorité silencieuse » d'habitant.es de Hong Kong en colère contre les manifestations.
Cette élection montre de façon irréfutable que ce discours est faux. Même si il n'existe pas pour l'instant de consensus sur ce que devrait être l'avenir de Hong Kong, ce vote reflète l'insatisfaction générale vis-à-vis du régime actuel.

– Deuxièmement, les membres des conseils de district ont leur mot à dire dans l'élection du/de le/la chef.fe de l'Exécutif (CE). Le résultat des élections risque donc de déstabiliser les coalitions ayant précédemment élu le/la CE, bien qu'il n'y ait pas encore de raison de croire que cela aboutira à un meilleur résultat.
La réaction du gouvernement n'a pas été encourageante. Carrie Lam a dit qu'elle « réfléchirait sérieusement », un sentiment qu'elle a déjà exprimé antérieurement, mais qui n'a eu par la suite aucun impact démontrable sur ses actes.

– Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a répondu aux journalistes avec l'expression standard « Hong Kong fait partie de la Chine ». L'assimilation par le le PCC de toute opposition à du séparatisme est révélatrice.
Les médias officiels ont laissé entendre, sans en fournir la preuve, que les États-Unis ou d'autres éléments étrangers s'étaient ingérés dans les élections. Il semble probable que le PCC croit sincèrement que le mouvement est organisé par des forces étrangères hostiles, désireuses de fomenter l'indépendance. A moins qu'il ne dise cela cyniquement pour éviter de reconnaître ses propres défaillances.
Quoi qu'il en soit, étant donné que le PCC est maintenant enfermé dans ce scénario, la seule réponse politique qui lui reste, vu la dynamique politique interne du Parti, est la répression sans aucune concession.

Pendant des mois, la population de Hong Kong s'est mobilisée massivement, et elle a maintenant remporté les élections. Quelles ont été les principales revendications pour lesquelles le mouvement s'est battu ? Et quel est l'état actuel du mouvement ?

Eli Friedman :

Les cinq revendications du mouvement sont :
1) le retrait total de la loi anti-extradition ;
2) le retrait de la qualification d'« émeute » d'une manifestation de juin ;
3) l'amnistie complète pour les manifestant.es arrêté.es ;
4) une enquête indépendante sur le comportement de la police ;
5) un suffrage universel véritable.

La première de ces revendications a maintenant été satisfaite. Ce projet de loi aurait permis aux

autorités de Hong Kong de pratiquer des extraditions vers la Chine. En conséquence, de nombreux/ses militant.es, ainsi que d'autres personnes, ont eu peur de faire l'objet de procédures judiciaires non transparentes, ce qui est une des caractéristiques des tribunaux contrôlés par le Parti communiste chinois. L'opposition à ce projet de loi a été à l'origine du mouvement, et beaucoup pensent que si ce texte avait été retiré en juin, les mobilisations seraient retombées. Malheureusement pour le gouvernement, sa réaction brutale et la répression violente de la police ont généré d'autres revendications, de sorte que lorsque le projet de loi a finalement été retiré en septembre, cela n'a pas eu beaucoup d'effet sur la population.

Au sein de ce mouvement, coexistent un grand nombre de courants et orientations politiques. Mais la question des brutalités policières est devenue de plus en plus importante au fur et à mesure que des mois de répression violente se sont succédés.
Le « suffrage universel intégral », c'est-à-dire l'élection directe de candidat.es librement désigné.es, est une aspiration largement répandue. Mais la plupart des gens reconnaissent qu'elle devra faire l'objet d'un combat long et difficile.

Il semble peu probable que l'intensité élevée de la mobilisation et de la confrontation avec la police puisse persister beaucoup plus longtemps. Des militant.es chevronné.es planifient une lutte dans la durée, qui deviendra probablement moins spectaculaire, mais peut-être tout aussi importante pour l'avenir de Hong Kong.
Le conflit fondamental entre la volonté impérative de contrôle du Parti communiste chinois, et le rejet par les Hongkongais.es de la pleine intégration dans le système juridique et politique de la Chine, n'est pas en train de disparaître. Mais il reste encore beaucoup à faire pour disposer d'une vision positive du futur de Hong Kong.

Récemment, la lutte a fait l'objet d'une violente répression de la part de l'État, forçant en particulier les militant.es étudiant.es à se défendre. Comment le reste de la population a-t-il réagi à cette violence étatique ? Quel impact aura-t-elle sur l'ensemble du mouvement ?

Eli Friedman :

De nombreuses personnes à l'extérieur de Hong Kong, ne parviennent pas à comprendre à quel point la question de la violence policière est importante pour le mouvement. Le gaz lacrymogène et les balles en caoutchouc pleuvent sur les manifestant.es chaque semaine, plusieurs milliers d'entre eux/elles ont été matraqué.es de façon indiscriminée, et de nombreuses femmes ont été agressées sexuellement pendant leur détention. La police a même tiré du gaz lacrymogène dans une station de métro, provoquant une situation extrêmement dangereuse.
Une partie de la répression a également été sous-traitée au crime organisé (mafia). L'exemple le plus terrifiant étant l'incident du 21 juillet dans la banlieue de Yuen Long, où des voyous en tee-shirts blancs ont attaqué de simples passagers du métro et des manifestant.es.

En réponse à l'intensification de la répression ainsi qu'à l'indifférence totale du gouvernement à l'égard des manifestations de masse, un nombre non négligeable de personnes ont adopté des tactiques de plus en plus militantes.
Il s'agit notamment d'un nombre limité d'exemples où des manifestant.es ont attaqué physiquement des contre-manifestant.es pro-régime. Dans un cas horrible, des manifestants ont aspergé quelqu'un d'essence et lui ont mis le feu (il a survécu). Un simple citoyen est mort après avoir été touché par une brique lancée par un manifestant.
Mais, dans l'ensemble, des tactiques plus militantes d'autodéfense ont été adoptées. Les plus grands

affrontements du mouvement ont sans doute eu lieu à l'Université chinoise de Hong Kong (CUHK) et à l'Université polytechnique de Hong Kong. Ces deux universités ont vu des étudiant.es et leurs allié.es construire des barricades, lancer des cocktails Molotov, et même tirer des flèches pour empêcher la police d'envahir les campus.

A la grande surprise des autorités, ces tactiques de plus en plus militantes bénéficient d'un large soutien ou sont du moins tolérées. On a le sentiment profond que les personnes soutenant le mouvement semblent tolérer la diversité des tactiques et, à juste titre, rejettent sur la police et le gouvernement la responsabilité de la détérioration de l'ordre public.
Des modes d'actions inusuels (direct action) (1), ainsi que l'autodéfense en réponse à la violence policière, ont certainement été légitimés par la profonde suspicion envers les mécanismes officiels de représentation politique.

L'une des questions clés auxquelles sont confronté.es les militant.es de Hong Kong est de savoir si ce mouvement peut compter sur le poids de la classe ouvrière. Comment celle-ci est-elle enracinée à Hong Kong ? Le mouvement a-t-il pu établir des liens avec les luttes ouvrières en Chine ?

Eli Friedman :

Le mouvement ouvrier est historiquement faible à Hong Kong. Et après 1997, le pouvoir a poursuivi les politiques anti-ouvrières héritées des Britanniques. Bien que la liberté d'association existe à Hong Kong, il n'y existe aucun droit à la négociation collective. Un salaire minimum, lamentablement insuffisant, n'a été instauré que ces dernières années.

La principale centrale syndicale, la Fédération des syndicats de Hong Kong (HKFTU), est liée au pouvoir. Elle est activement hostile au mouvement en cours.
La Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) fait partie de l'opposition et s'employe à promouvoir les droits des salarié.es de Hong Kong et de Chine continentale. Mais HKCTU et les syndicats qui lui sont affiliés n'ont toujours pas la capacité d'impulser une forte mobilisation politique au sein de la classe ouvrière. Cette relative faiblesse s'est faite sentir lors des récents appels à la grève générale.
Ces grèves se sont organisées au sein des réseaux décentralisés qui sont une des caractéristiques de l'ensemble du mouvement. Mais de façon générale, les syndicats n'ont pas eu la capacité, ou la volonté, de mobiliser les salarié.es sur le lieu de travail.
Il en a résulté une « grève générale » sans base organisationnelle, ce qui signifie que les perturbations se sont concentrées sur les nœuds clés des infrastructures de transport. Ces tactiques méritent d'être soutenues, mais elles seraient beaucoup plus efficaces sur le plan politique si elles étaient mises en œuvre en coordination avec la mobilisation sur le lieu de travail.
Les syndicalistes de Hong Kong sont très conscients de ce problème, et travaillent avec ardeur pour surmonter cette faiblesse. Certains signes encourageants montrent que les salarié.es se sont politisé.es à l'occasion du soulèvement social général.

Faisant suite à d'intenses pressions de Pékin, la compagnie aérienne Cathay Pacific a licencié des dizaines de salarié.es pour avoir exprimé leur appui au mouvement, dont Rebecca Sy, présidente d'un syndicat HKCTU de personnel navigant. Une campagne pour leur réintégration a finalement échoué, mais elle a fait entrer la notion de « terreur blanche » dans le lexique du mouvement.

Les salarié.es d'autres branches d'activité ont exprimé leur volonté de s'organiser, tant pour des raisons politiques que pour obtenir la satisfaction de revendications économiques. Un exemple

surprenant est celui de l'Union générale des employé.es du secteur financier (Financial Industry Employees General Union) qui « *a pour but d'unir les membres du secteur des services financiers pour qu'ils/elles aient leur mot à dire sur des sujets sociaux importants* ».

Des défis majeurs restent à relever pour que la classe ouvrière joue un plus grand rôle dans l'orientation du mouvement.
– Des centaines de milliers de travailleurs/euses migrant.es occupent une place marginale dans l'imaginaire politique.
– Donner toute leur place aux revendications économiques a été compliqué par le fait que des éléments pro-régime ont prétendu, à tort, que les véritables raisons des mobilisations étaient « en réalité » le coût du logement, et que les revendications politiques constituaient une diversion.
– L'époustouflante inégalité économique de Hong Kong est intrinsèquement liée à sa forme oligarchique de pouvoir, mais il reste encore beaucoup à faire pour que cette question devienne une question centrale du mouvement.
– La nostalgie associée à l'époque coloniale est une conséquence du mécontentement compréhensible à l'égard du présent, mais le passé de Hong Kong offre peu de choses en termes de politique libératrice. Se mobiliser autour d'une nouvelle vision d'un Hong Kong plus démocratique et plus équitable sera un travail difficile.

Ce travail est d'autant plus compliqué que les liens avec les mouvements ouvriers de Chine continentale sont pratiquement inexistants. Au cours des vingt-cinq dernières années, des militant.es de Hong Kong ont joué un rôle crucial dans le développement d'organisations ouvrières, ainsi que dans les révoltes.
Mais ces liens sont fortement affaiblis de nos jours. Ceci est dû aux actions incessantes du Parti communiste pour détruire, depuis 2015, les formes indépendantes d'organisations de salarié.es, dont des ONG parmi les plus modestes. Recevoir de l'argent ou une aide de Hong Kong est en soi risqué.

Bien sûr, le sentiment anti-chinois à Hong Kong constitue un véritable problème auquel il faut également faire face.
Lors d'une manifestation à Hong Kong, certain.es de mes ami.es ont apporté des affiches de syndicalistes chinois.es emprisonné.es. Ils/elles ont déclaré avoir ressenti de nombreuses marques d'intérêt et d'expressions de solidarité. La situation n'est donc pas totalement désespérée en ce qui concerne la solidarité entre Hong Kong et la Chine continentale, même si celle-ci est fondamentalement impossible pour l'instant.
Que Hong Kong soit un îlot de libéralisme au milieu d'une mer hostile d'autoritarisme n'est ni souhaitable sur le plan des principes, ni viable sur le plan pratique. Pour le dire de manière provocatrice, si Hong Kong ne parvient pas à exporter « la révolution de notre temps » sur le continent, elle ne peut pas réussir à atteindre ses objectif propres.

Un débat a eu lieu au sein de la gauche américaine pour savoir s'il fallait soutenir ou pas le soulèvement de Hong Kong.

Un argument utilisé pour le rejeter est que certaines de ses composantes ont demandé l'aide de l'Etat américain. Il en est déduit que ce mouvement tirerait les marrons du feu pour Washington.

Que penses-tu de cela ? Comment la gauche internationale, et en particulier la gauche américaine, devrait-elle se positionner ?

Eli Friedman :

La méfiance de la gauche américaine et occidentale à l'égard de ce mouvement laisse perplexe nombre de militant.es de la gauche hongkongaise. Jusqu'à présent, nous avons laissé le terrain libre à des anticommunistes étatsuniens comme Marco Rubio et Ted Cruz qui se sont exprimés avec force sur Hong Kong.
La gauche de Hong Kong, des anarchistes et militant.es du mouvement social, aux sociaux-démocrates, est profondément impliquée dans le mouvement. Et la raison en est simple : le Parti communiste chinois (PCC) est à la tête d'une forme ethno-nationaliste de capitalisme d'État dictatorial. Après la rétrocession de 1997, le PCC a décidé de s'allier aux magnats de la ville en leur permettant de continuer à s'enrichir à Hong Kong, ainsi qu'en leur accordant un accès privilégié au continent en échange de leur allégeance politique.

En Chine même, les salarié.es, les paysan.nes et les minorités ethniques ont été durement traité.es lorsqu'ils/elles ont tenté de défendre ou d'améliorer leurs droits. Des étudiant.es marxistes sont kidnappé.es, porté.es disparu.es ou emprisonné.es.
Pratiquement tous/tous les militant.es de gauche à Hong Kong qui ont essayé d'intervenir en Chine n'ont pas pu continuer leur travail à cause de la répression de l'Etat. Cela explique pourquoi la gauche hongkongaise a été très activement impliquée dans des mouvements pour préserver ce qui reste des libertés civiques de Hong Kong. Et cela depuis au moins 2003, lorsque les mobilisations de masse ont repoussé la très détestée loi anti-subversion connue sous le nom d'Article 23.
Si la gauche hongkongaise est fondamentalement unanime dans son soutien au mouvement en cours, pourquoi celle des Etats-Unis a-t-elle vacillé ? Il est certes troublant de voir des manifestant.es brandir le drapeau américain et remercier Marco Rubio sur Twitter.

Il est possible de se demander s'ils/elles croient vraiment que les États-Unis sont un exemple moral. Mais faire appel à Donald Trump pour qu'il soutienne un mouvement en faveur de la démocratie, même pour des raisons purement utilitaires, est au mieux une mauvaise stratégie.
Mais pourquoi devrions-nous laisser les pires éléments d'un mouvement massif et incroyablement diversifié prétendre représenter l'ensemble de ce mouvement ?
Devrions-nous refuser notre soutien au mouvement syndical américain parce que certains dirigeants syndicaux sont ouvertement nationalistes et xénophobes ?
Les aspirations fondamentales du mouvement de Hong Kong, clairement énoncées dans les cinq revendications, sont l'opposition à la violence policière, la préservation de l'autonomie du système juridique envers celui de la République populaire de Chine, et le renforcement de la démocratie.
Si des revendications similaires étaient formulées aux États-Unis, nous les appuierions. Certains peuvent avancer que la démocratie électorale et un ordre juridique bourgeois ne seront guère bénéfiques à la classe ouvrière. C'est peut-être le cas. Mais un capitalisme où les citoyen.nes ont le droit de débattre et à s'organiser politiquement est de loin meilleur qu'un capitalisme où vous pouvez être rayé.es de la carte pour des activités similaires.

Je pense qu'un autre facteur, non déclaré, joue dans la réticence d'une partie de la gauche américaine à s'exprimer avec force sur Hong Kong, à savoir que ce mouvement ne s'emboite pas très bien dans les récits hérités du passé.
Nous savons intuitivement comment réagir quand il y a un coup d'État militaire en Amérique latine. Il ne fait aucun doute que la gauche réagira aux atrocités israéliennes la prochaine fois qu'elle bombardera Gaza. Mais lorsqu'il s'agit d'ancien.nes sujets coloniaux britanniques, en moyenne relativement privilégié.es par rapport aux normes mondiales, qui jettent des cocktails Molotov sur les représentant.es d'un régime se déclarant socialiste, beaucoup sont dérouté.es. Ajoutez quelques vidéos de manifestant.es vêtu.es de noir chantant l'hymne américain, et vous comprendrez pourquoi cela provoque des sentiments mélangés.
La Chine est un empire émergent, un empire qui est d'une part pleinement incorporé dans les

pratiques capitalistes fondamentales de la production marchande et de l'exploitation du travail, mais qui d'autre part bouleverse l'ordre impérial euro-américain séculaire. Le déclin de cet ordre ancien ne va pas, en soi et de lui-même, conduire à une expansion de la liberté humaine.

La lutte de Hong Kong reflète ces changements structurels massifs. Celle-ci aura une influence profonde sur la manière dont la Chine en plein essor réagira aux mouvements pour l'autonomie et la démocratie ailleurs, dans sa périphérie et au-delà.
Nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir et exprimer notre solidarité avec nos camarades de Hong Kong, puisqu'ils/elles sont dans la lutte, avec ou sans nous.

A propos de l'auteur :
Eli Friedman est l'auteur de Insurgency Trap : Labor Politics in Postsocialist China. Il enseigne à l'Université Cornell.

A propos de l'interviewer :
Ashley Smith est un écrivain et militant socialiste de Burlington (Vermont USA). Il a écrit dans de nombreuses publications dont Truthout, The International Socialist Review, Socialist Worker, ZNet, Jacobin, New Politics, et de nombreuses autres publications en ligne et imprimées. Il travaille actuellement sur un livre pour Haymarket Books intitulé Socialism and Anti-Imperialism.

NB : Traduction de l'anglais par AB, non revue par l'auteur et l'interviewer.

P.-S.

https://www.jacobinmag.com/2019/12/hong-kong-protests-leftists-international-support